

ASSOCIATION A.P.P.A

Rapport
sur les comptes annuels
Exercice Clos 31 décembre 2024

68 Boulevard Saint Michel
75 006 PARIS

ASSOCIATION A.P.P.A

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.P.P.A relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons analysé et apprécié le caractère approprié des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Vérification des documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

Hubert Tondeur
Commissaire aux Comptes

Herbert Anderson



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	15 202	15 202		
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	12 195	12 195		87
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	106 291	102 315	3 976	7 914
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	163		163	163
Total I	133 851	129 713	4 138	8 164
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	75 070		75 070	52 882
<i>Autres créances</i>	276 458		276 458	385 749
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	450 312		450 312	441 487
<i>Charges constatés d'avance</i>	7 247		7 247	537
Total II	809 088		809 088	880 655
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	942 939	129 713	813 226	888 818
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				



Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	174 173	198 567
Excédent ou déficit de l'exercice	8 342	-24 394
Situation nette (sous-total)	182 515	174 173
Subventions d'investissement	57	508
Total I	182 572	174 681
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	72 400	171 221
Total II	72 400	171 221
PROVISIONS		
Provisions pour risques	49 678	25 000
Provisions pour charges	78 997	72 265
Total III	128 675	97 265
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	79 566	51 149
Dettes fiscales et sociales	269 512	291 171
Autres dettes		1 758
Produits constatés d'avance	60 500	101 574
Total IV	429 579	445 651
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	813 226	888 818
(1) Dont à plus d'un an (a)	15 000	
Dont à moins d'un an (a)	414 579	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	4 159	3 715
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	174 628	165 691
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 542 583	1 496 496
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	26 356	43 590
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	82 658	58 562
Utilisation des fonds dédiés	141 221	276 300
Autres produits	20 004	6
Total I	1 991 609	2 044 359
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	353 906	305 503
Aides financières	25 000	
Impôts, taxes et versements assimilés	95 043	103 859
Salaires et traitements	1 038 271	1 072 861
Charges sociales	389 143	423 686
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 825	6 091
Dotations aux provisions	31 410	
Reports en fonds dédiés	42 400	161 221
Autres charges	322	15
Total II	1 980 320	2 073 236
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	11 289	-28 876
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	8	14
Total III	8	14
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	8	14

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	11 297	-28 862
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 500	9 494
Sur opérations en capital		300
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	451	836
Total V	1 950	10 630
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	4 906	6 161
Total VI	4 906	6 161
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-2 955	4 469
Total des produits (I+III+V)	1 993 567	2 055 003
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 985 225	2 079 397
EXCEDENT OU DEFICIT	8 342	-24 394



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : A.P.P.A

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 813 226 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 8 342 Euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/03/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'APPA est une association scientifique nationale, transdisciplinaire et reconnue d'utilité publique. Nous nous mobilisons sur toutes les questions relatives à la qualité de l'air, à l'extérieur comme à l'intérieur des locaux, du niveau global au niveau local.

Notre association aborde, entre autres, les thématiques de changement climatique, de pollution urbaine et industrielle, de risque allergique lié aux pollens, d'intoxications au monoxyde de carbone, d'environnement domestique ...

L'APPA assure une veille scientifique dans différents champs thématiques concernés par la pollution atmosphérique. L'association diffuse les résultats de cette veille aux institutions, aux professionnels de différents secteurs ainsi qu'au grand public. Le réseau pluridisciplinaire d'experts dont dispose l'APPA assure le contrôle et la validation de ces informations. Dans différentes régions, l'APPA assure une montée en compétences des acteurs, par l'intermédiaire de formations.

L'accompagnement des acteurs locaux d'horizons divers permet également à l'association de faire remonter les besoins, d'identifier et de mettre en valeur les initiatives locales pouvant être dupliquées ou transférées dans d'autres territoires. Cette démarche développe ainsi les échanges de bonnes pratiques et la mise en réseau des acteurs. Au niveau national comme régional, les bénévoles et salariés de l'APPA contribuent à l'élaboration et au suivi des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, du climat ou de la santé publique.

Enfin, l'APPA recense, crée et met à disposition des professionnels comme du grand public un grand nombre de ressources. Ces ressources sont disponibles en ligne ou via l'organisation de manifestations et temps d'échanges dans les territoires.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 202			15 202
Immobilisations incorporelles	15 202			15 202
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	12 195			12 195
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	105 492	799		106 291
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	117 687	799		118 486
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	163			163
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	163			163
ACTIF IMMOBILISE	133 052	799		133 851



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		799		799
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		799		799
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 202			15 202
Immobilisations incorporelles	15 202			15 202
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	12 108	87		12 195
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	97 578	4 738		102 315
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	109 686	4 825		114 510
ACTIF IMMOBILISE	124 888	4 825		129 713



Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 358 775 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	75 070	75 070	
Autres	276 458	276 458	
Charges constatées d'avance	7 247	7 247	
Total	358 775	358 775	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
USAGERS, PRODUITS NON FACTURÉS	10 000
Total	10 000



Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	198 567	-24 393		1	174 173
Excédent ou déficit de l'exercice	-24 394	24 394	8 342		8 342
Situation nette	174 173	1	8 342	1	182 515
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	508			451	57
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	174 681	1	8 342	451	182 572

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	72 265	6 732			78 997
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	25 000	24 678			49 678
Total	97 265	31 410			128 675
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		31 410			
Financières					
Exceptionnelles					

Les provisions pour indemnités de départ à la retraite s'élèvent à 78 997 €



Le montant constaté en provision est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'association à la date de départ à la retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme à la date de clôture.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Méthode de calcul choisie : Rétrospective
- Taux d'actualisation : 3.1%
- Taux de progression des salaires : 1%
- Taux de charges : 55%
- Convention collective : Animation
- Age conventionnel de départ : 65 ans
- Condition de départ : A l'initiative du salarié

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 429 579 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	20 000	5 000	15 000	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	79 566	79 566		
Dettes fiscales et sociales	269 512	269 512		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	60 500	60 500		
Total	429 579	414 579	15 000	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	20 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				



Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	25 999
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	87 754
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	42 974
UNIFORMATION	10 813
Total	167 541

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	7 247		
Total	7 247		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	60 500		
Total	60 500		



Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire
Honoraire de certification des comptes : 4 464 Euro
Honoraire des autres services : 0 Euro

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		876 909	652 424		13 250	1 542 583
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			451			451
						1 543 033

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	50	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 477	
Subventions d'investissement virées au résultat		451
TOTAL	1 527	451



Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les dirigeants n'ont pas perçu de rémunération au titre de l'exercice 2024.

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. 	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
ETAT 2022	10 000	10 000	10 000				
FONDATION DE	75 000	75 000	45 000			30 000	
FONDATION ARA	20 000	20 000	20 000				
DREAL SIM QAI 2	16 700	16 700	16 700				
ARS RA FIR 2023	6 500	6 500	6 500				
ARS NA FIR 2023	3 900	3 900	3 900				
ARS FIR ATELIE	8 046	8 046	8 046				
ARS PACA 2023	31 075	31 075	31 075				
DREAL PREVEN					15 000	15 000	
DREAL 2024					5 000	5 000	
ARS NA CMEI 20					3 900	3 900	
ARS AUVERGNE					6 500	6 500	
STRASBOURG E					5 500	5 500	
STRASBOURG E					6 500	6 500	
Total	171 221	171 221	141 221		42 400	72 400	

